

Sortie de crise et finances publiques

Sortir des dogmes budgétaires



Le débat et les études sur la sortie de crise et le redressement des finances publiques battent leur plein. Pour l'UNSA, il faut sortir des dogmes budgétaires précédents et ne pas tomber dans le piège de l'austérité économique.

La dette publique a atteint un record à la fin du 1er trimestre 2021 à 118,2 % du PIB. Le déficit public pourrait atteindre 9,4 % du PIB en 2021. Les mesures pour soulager les ménages et les entreprises durant la crise sanitaire et la contraction économique ont entraîné une envolée des dépenses et des recettes publiques. Ce soutien a permis d'éviter des fermetures d'entreprises en cascade et de préserver des emplois.

Dans ce contexte, **la dette publique issue de la crise sanitaire doit être clairement identifiée et isolée de la dette courante**. L'UNSA s'est déjà prononcée à plusieurs reprises contre son « cantonnement », qui impliquerait de créer une taxe nouvelle de type CRDS ou la ponction d'une ressource financière déjà existante, affaiblissant son affectation d'origine. Un traitement semblable à la dette classique nous paraît le plus raisonnable. Par ailleurs, pour l'UNSA, la dette Covid de la Sécurité sociale doit être assumée par l'État .

Au vu de la dégradation du solde public et de la dette publique, on pourrait se dire que ceux qui plaident pour la rigueur ont peut-être raison. Sauf qu'au vu de l'incertitude concernant la situation économique et le marché du travail à court et moyen terme et même de l'évolution de l'épidémie, les agents économiques auront encore besoin de stimulants pendant un certain temps. Parler d'un effort sans précédent sur les dépenses publiques dès 2023 comme le fait la Cour des comptes est osé. L'austérité mise en place rapidement après la crise de 2008 a bridé le potentiel de reprise économique en zone euro. Pourquoi vouloir reproduire cette erreur ?

L'évaluation de la première étape du plan de relance de 100 milliards d'euros approche et une rallonge budgétaire sera peut-être nécessaire. L'UNSA demande que les ménages et notamment les plus modestes soient davantage ciblés, d'une part parce que leur consommation est un moteur important du développement économique, mais d'autre part pour ne laisser personne au bord du chemin en sortie de crise. Des aides ponctuelles, oui ! Mais des augmentations de revenus pérennes sont également nécessaires, que ce soit pour les étudiants, les travailleurs précaires et/ou mal payés des secteurs public et privé, ou encore l'ensemble des travailleurs de la seconde ligne...

Le Gouvernement s'entête. Nous le voyons notamment pour la réforme de l'assurance chômage (voir article ci-contre). Il le fait aussi quand il refuse d'augmenter la participation des grandes fortunes et patrimoines à l'effort de solidarité nationale en cette période de crise. Les plus pauvres et modestes ont déjà payé. Pourtant, la pandémie a mis à nu beaucoup d'inégalités et d'injustices économiques et sociales.

Pour l'UNSA, renforcer la solidarité nationale passe par une plus grande progressivité de l'impôt, à rebours de ce qui a été fait ces dernières décennies. Une réforme de l'impôt sur le revenu et sur les successions est, dans cette optique nécessaire, ainsi qu'un effort fiscal, exceptionnel ou temporaire, plus important de la part des plus grandes fortunes et patrimoines.